

Questions orales

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question supplémentaire au premier ministre.

Hier, à Chicago, le secrétaire d'État américain a plaidé en faveur d'une aide mieux ciblée et mieux coordonnée entre les pays du monde occidental. M. Christopher a aussi indiqué que, pour y parvenir, il serait urgent que les ministres des Finances et les ministres des Affaires extérieures du Groupe des Sept se réunissent dans les plus brefs délais.

Le premier ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait préférable que cette réunion se tienne avant la réunion entre M. Eltsine et le président Clinton plutôt qu'après, et ne serait-il pas préférable également de tenter d'organiser une réunion dès le début de la semaine prochaine qui viserait à faciliter les travaux des deux présidents, lorsqu'ils se réuniront, soit à Vancouver ou à Moscou?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai pris bonne note des commentaires du secrétaire d'État, M. Christopher, hier à Chicago.

• (1420)

Je me permets de souligner au chef de l'opposition que le 21 mai dernier, à l'Université Johns Hopkins, à Baltimore, j'ai mentionné ceci, et je cite: «Je crois que jusqu'ici, la réponse collective de l'Ouest a été hésitante et timide, et certainement pas à la mesure des besoins exprimés et de l'occasion qui nous est offerte.» Je parlais d'une réplique collective de l'Ouest envers les problèmes de M. Eltsine et les opportunités dans l'ancienne Union soviétique. C'était la position de mon gouvernement il y a un an et demi ou deux ans et ce l'est encore aujourd'hui.

D'ailleurs, plus tôt, aujourd'hui, j'ai reçu un appel du président François Mitterrand de la République française qui partageait cette opinion et qui croit, comme moi d'ailleurs, que le problème est complexe et que s'il y a un changement à la tenue d'une rencontre bilatérale, il y aura peut-être lieu, pour les membres du G-7, de songer à une réunion au niveau des chefs de gouvernement ou des chefs d'État. Le problème est tellement important et tellement complexe, que cela prend la direction politique de la part des chefs de gouvernement. C'est la position du président Mitterrand et c'est également la position du gouvernement canadien.

[Traduction]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre.

J'aimerais que le premier ministre nous dise si le gouvernement canadien a l'intention de s'assurer qu'il y ait un lien entre l'aide accordée et le maintien, en Russie, d'un gouvernement démocratiquement élu.

Nous voudrions savoir si l'aide sera liée à la démocratie ou pas. Il est important que cela se sache, car cela ferait pression sur la population russe, qui essaierait de s'assurer que le gouvernement démocratique dure.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le lien doit être direct, évident et permanent. D'ailleurs, dans mon discours à l'université Johns Hopkins, le 21 mai 1992, je disais qu'il était temps d'unir la population de l'ancienne Union soviétique avec les démocrates du reste du monde.

La première étape est l'intégration complète des pays de l'ancienne Union soviétique au système économique mondial. Il s'agit bien sûr de l'adhésion au FMI et à la Banque mondiale, de la création de fonds de stabilisation et de programmes d'aide technique, et d'une entente au sein du G-7 en vue de s'attaquer au problème fondamental.

Mon collègue et moi avons déjà parlé du montant que le Canada, les États-Unis et les autres pays du Groupe des Sept auraient été prêts à payer, il y a 15 ans, si le dirigeant de l'Union soviétique avait dit: «Je suis prêt à démanteler le Pacte de Varsovie. Nous allons faciliter la réunification de l'Allemagne. Nous allons établir un système démocratique en Russie et en Union soviétique, et nous allons mettre un terme à la guerre froide.»

Qu'auraient dit les membres du G-7 à cette époque? Ils auraient dit: «Combien voulez-vous, et où et quand devons-nous le verser?»

C'est à cause de l'absence de réponse que j'ai dit à Johns Hopkins que, jusqu'à présent, la réponse collective du monde occidental avait été timide et qu'elle manquait d'audace et de responsabilité. Je pense que le moment est venu pour nous de répondre comme le suggère mon collègue, en liant l'aide aux institutions démocratiques et à la démocratie elle-même en Russie, et pour cela il n'y a rien de mieux que d'essayer de maintenir le président Eltsine au pouvoir, car c'est le premier chef élu de